

Traduire enfin l'Europe¹

par Ghislaine Glasson Deschaumes²



© Vincent Citot

A quoi sert donc de traduire ? Assurément, il s'agit de passage, d'ouverture dans un paysage, dont les conséquences ne sont pas anodines. Pour celui qui traduit, il s'agit de transférer, translater, faire passer, laisser passer, transmettre non seulement un texte, mais un contexte qui est lui-même en traduction. C'est faire entrer par effraction ou par invite le regard de l'autre dans sa propre langue et ses modes symboliques dans son propre champ de représentation. Pour celui qui est traduit, c'est accepter (plus ou moins) de voir son texte travaillé par la langue d'arrivée et le contexte d'arrivée dans un double sens de perte et d'enrichissement, en tout cas d'écart. C'est accepter le principe d'un déplacement, qui se veut aussi un rapprochement. Ni le traducteur ni le traduit ne ressortent indemnes et la langue elle-même en est modifiée. Traduire est un acte politique, où se mêlent le projet d'hospitalité et l'acte colonial par excellence de l'assimilation. C'est tenter de ramener l'autre à soi et l'y réduire en le traduisant selon son gré, par le choix de ce que l'on traduit et de ce que l'on tait, comme le firent les Européens avec les *Mille et une nuits*, ce paradigme de la posture orientaliste opérant à travers un processus de traduction. Mais traduire, c'est aussi accueillir, « mettre à disposition » ou en partage, dégager une voie/voix qui bénéficie aux deux parties (ou plus). Traduire, c'est briser la logique du centre et des périphéries, et renoncer à être le centre.

« *Traduire entre les cultures* »³

Acte démocratique par excellence, traduire est toujours une mise en relation à pied d'égalité. L'idée même d'une hiérarchie des langues exclut toute possibilité de traduction.

Traduire renvoie plutôt à la porosité des langues, à la porosité des imaginaires, à la porosité des systèmes de pensée — et à leur hétérogénéité intrinsèque. Traduire est une confrontation aux limites du passage. Ainsi arrive-t-il à l'artiste traducteur de mesurer les risques encourus par l'autre dans l'entreprise qu'il mène, mais encourus aussi par soi : « Je suis une cannibale » dit en aparté la chorégraphe Susan Buirge en parlant de son travail de mise en traduction par la danse des modes symboliques des Amérindiens.

De manière patente, filer la métaphore de la traduction pour approcher une proposition pour l'Europe nous éloigne promptement des implications idéologiques du mot d'ordre de « dialogue des cultures ». En quelques années, pour pallier les effets dévastateurs du terrorisme sur les rapports d'altérité dans le monde, mais aussi simplement en guise d'invocation contre celui-ci, le « dialogue des cultures » a investi le champ de la pensée interculturelle et fait écran à ses pratiques, comme aux questions d'interaction, de passages, de nœuds, de différends, d'intraduisible. Cet écran est problématique. Il occulte dangereusement les conflits potentiels et maintient l'idée que ce sont des entités homogènes qui dialoguent, et non des peuples, et il élude la question de l'outil et de la méthode. Partant de cette analyse, la revue *Transeuropéennes*, depuis 1999, a opposé au dialogue entre les cultures le concept de « traduire entre les cultures ». Ce concept s'inscrit en faux contre le *statu quo* entre entités fantasmées, tout autant qu'il se place en position critique à l'égard de la posture impériale de l'Europe. Il doit travailler sur la réalité des différences et des différends. Parler de « traduire entre les cultures », c'est poser la question des in-

teractions, des passages, des nœuds entre les langues, entre les imaginaires, entre les modes de représentation voire les systèmes d'organisation des hommes. C'est proposer un mode opératoire stimulant dans le champ de la « diversité culturelle ». Traitant des mécanismes de résistance à la traduction – les modes de l'intraduisible – et des mécanismes d'exclusion internes au processus de traduction, il laisse ouverte la possibilité de « tomber sur un os ».

Exclure, c'est interdire à l'autre, aux autres, d'entrer, ou bien encore extraire, « sortir » ceux qui sont installés, qui sont là. Exclure prive un corps social de membres potentiels, considérés comme inacceptables, car hétérogènes. Exclure nous parle de clôture, de fragmentation, de catégorisation, de sélection, comme dans l'antique démocratie grecque. Exclure est une privation de voix, de parole, de puissance. C'est laisser quelqu'un sans voix, et l'on pense ici aux milliers d'immigrés clandestins arrivés sur les côtes méditerranéennes et dans les aéroports, laissés sans voix, sans mise en traduction au-delà de la littéralité d'une transposition des mots de leur langue vers une des langues européennes⁴ dans un minimum à assurer pour qu'il ne soit pas dit que l'on s'en sera lavé les mains.

Exclure, c'est refuser le geste de la traduction, la mise en traduction des autres à nos frontières, celles et ceux qu'il faudrait comprendre et appréhender dans leur complexité plutôt qu'à travers la somme des enchaînements de leur biographie dépouillée. Mais les régimes autoritaires aussi passent par une stratégie d'évitement de la traduction. Quand on veut régner en tyran, on ne traduit pas volontiers les livres, les films, les pièces de théâtre, les idées en circulation. Bien au contraire, le cantonnement à soi, le confinement comme politique, est le plus sûr moyen d'entretenir la servitude. L'enfermement d'une partie des pays arabes sur eux-mêmes parle de mondes qui refusent la traduction et pense la langue suffisante à l'exemplarité⁵.

La France est un pays où l'on traduit beaucoup de livres, mais de moins en moins de films à la télévision. La France est pourtant un pays qui ne s'est jamais mis en traduction. Ce que l'on a coutume d'appeler le modèle républicain (laïcité supposée mener à elle-seule le processus d'intégration) a exonéré de toute hospitalité réelle et de toute exclusion affichée. Le projet consistant à inclure les différences dans une identité politique abstraite marquée par la prédominance du libre-arbitre

individuel et à créer un socle de compréhension mutuelle à partir de cette seule identité a failli à inclure, et de fait a exclu. La crise de ce modèle révèle ce dont nous avons désespérément besoin, à savoir un processus de traduction interne. Penser l'Europe depuis la France n'est ainsi pas chose aisée.

Rabattre le pli sur l'Europe

La tension européenne entre traduction et exclusion est ancienne, voire antique, remontant aux Grecs puis à la colonisation romaine. Elle est à l'œuvre dans certaines figures de l'Europe à travers les siècles, et l'un de ses paradigmes les plus connus est la période d'Al Andalous, marquée par la circulation intense et la mise en traduction des textes, des idées, des modes de représentation entre les cultures juive, islamique et catholique avant 1492. Tout aussi paradigmatique, comme la médaille et son envers, vient l'expulsion des juifs et des Maures, la reconquête des territoires, des imaginaires et des esprits par l'Inquisition des Rois catholiques. Ensuite s'impose l'oblitération des présences juive et musulmane comme composantes de l'histoire européenne.

Mais laissons-là cette figure grandiose, mythifiée même, pour considérer ces soixante dernières années, où l'histoire s'est construite sur la défaite de ce que le philosophe allemand Peter Sloterdijk a appelé les « Empires nationaux », en perpétuel conflits depuis le XIXe siècle. Lorsque le projet européen a émergé, il n'était pas d'abord centré sur la volonté de traduire entre les cultures, loin s'en faut. Il n'en est pas moins devenu *de facto*, et à de multiples égards, un projet d'auto-traduction porté par l'exigence première de mettre fin à toute idée d'une construction identitaire fermée.

Les expériences historiques des États membres sur lesquels le processus de construction européenne repose sont à la fois communes et séparées. A partir d'elles se pose la question de la traduction. Les États fondateurs de l'Union européenne sont presque tous des anciennes puissances coloniales ayant, pour certains, mené à termes des processus de décolonisation particulièrement destructeurs pour les subjectivités (la décolonisation de l'Algérie par la France, par exemple). Ils ont ensuite été rejoints par d'anciens grands empires : la Grande-Bretagne (1973), puis l'Espagne et le Portugal (1986), dans l'histoire desquels

sont inscrits les appétits de découverte/traduction/interprétation de mondes à soumettre. Dans l'Europe d'aujourd'hui, certains pays membres ont connu des dictatures d'extrême-droite, tandis que d'autres ont vécu cinquante ans dans le monde communiste et soviétique. On mesure ici ce qu'il faudrait de conscience historique propre à chacun (alors que l'amnésie prévaut souvent), et combien il faudrait d'écoute mutuelle pour que la diversité contradictoire de ces parcours historiques, tous douloureux, se mue en une expérience commune.

Même s'il peut paraître vain de répéter que le projet européen est profondément ancré dans le traumatisme produit par les « stratégies d'empire » (Sloterdijk) des États-Nations et de leurs projets ethno-nationalistes, il faut pourtant sans relâche le rappeler, parce que ce traumatisme est celui de l'exclusion radicale. Dans l'idéologie nazie ainsi que dans certains développements radicaux du colonialisme, en particulier l'apartheid, les Européens ont conçu des idéologies et des techniques consistant à vouloir sortir les êtres humains de « l'espèce humaine » (Adorno, Arendt). Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe était anéantie par son propre pouvoir d'autodestruction. En France, comprendre et interpréter ce pouvoir d'autodestruction fut un impératif pour quelques-uns des auteurs majeurs de l'après-guerre (Antelme, Bataille, Blanchot, Leiris, Calaferte, pour ne citer que quelques noms). Cette expérience ontologique devait fonder une nouvelle conception de la littérature et des arts, déconnectée des appartenances territoriales, méfiante à l'égard de l'Europe, concentrée sur une exploration approfondie et critique du collectif, de la communauté et de ses langages.

Si l'on considère ces liens de solidarité apparemment improbables et pourtant solidement tissés entre les États membres de l'Union européenne depuis soixante ans, le couple franco-allemand a un statut particulier. Vu par les autres pays membres, en particulier par les pays de l'ancien bloc de l'Est devenus membres de l'Union en 2004, il constitue un noyau d'intraduisible. On lui reproche de vouloir par trop condenser l'idée européenne, de l'avoir centralisée ou monopolisée, on lui reproche de ne pas faire cas des nouveaux processus de réconciliation et de s'institutionnaliser à tort dans la figure de son exemplarité. Pour la France, ce noyau franco-allemand a centré l'attention et l'effort de mise en traduction sur un face-à-face qui, ainsi que le soulignait Alain Badiou était peut-

être en 1992 « le seul réel de l'Europe »⁶.

Robert Schuman disait dans sa déclaration du 9 mai 1950 que « le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. » Avec la création du couple franco-allemand a émergé lentement une figure de la rédemption. Pour comprendre cette figure de l'histoire européenne, qui infléchit assurément le rapport que les Français ont à l'Europe, et par conséquent aussi les possibilités même d'y écrire l'Europe, il n'est pas inutile de se référer au processus de cristallisation décrit par Stendhal comme le moment où le sentiment amoureux se fixe sur l'autre (l'être aimé), l'idéalisant de telle sorte que plus aucune traduction n'est nécessaire. La relation amoureuse s'instaure dans l'ordre de la fusion. N'est-ce pas d'ailleurs pareille fusion que Victor Hugo souhaitait voire naître sur les décombres des vieilles haines, lorsqu'il écrivait vers 1840 ce texte incroyable :

La France et l'Allemagne sont essentiellement l'Europe. L'Allemagne est le cœur ; la France est la tête. L'Allemagne et la France sont essentiellement la civilisation. L'Allemagne sent ; la France pense. Il y a entre les deux peuples connexion intime, consanguinité incontestable.⁷

Dans la période de réconciliation qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, jusqu'au geste symbolique puissant de Helmut Kohl et François Mitterrand se donnant la main à Verdun, le 22 septembre 1984, pour se recueillir en mémoire des morts des deux guerres mondiales, la posture française pourrait être perçue comme narcissique, et la position allemande comme un processus de re-narcissisation à travers la médiation française. Les Français se sont reliés aux Allemands afin de permettre aux Allemands de se relier à eux-mêmes. Et l'horizon européen des Français a longtemps été l'Allemagne. Cette figure matricielle, achevée, de l'histoire européenne de l'après-guerre a rempli ses fonctions jusqu'en 1989, date de la chute du Mur de Berlin. Une autre histoire est alors survenue, l'intégration sans réelle traduction de pays ayant vécu durant cinquante ans une expérience radicalement autre, et qui n'était pas nécessairement dépourvue de tout « acquis ». Les pays membres de l'Union européenne et les institutions européennes qu'ils orientent n'ont jamais voulu entendre cette version-ci de l'histoire, pas plus que les Allemands de l'Ouest n'ont, durant quinze ans, voulu entre la

version de ceux que l'on désignait péjorativement « *Ossis* ». Le jeu s'est compliqué en 1989, l'histoire européenne dans sa pluralité a repris le dessus, l'Allemagne a été débordée, la France, elle, n'a pas vraiment suivi.

Sans doute le processus de division et de séparation menant à une expérience réputée intraduisible a-t-il constitué, à un moment donné, le stimulus nécessaire à la poursuite de la construction européenne, pourtant marqué par les aléas. Car la séparation est première : à Yalta, l'Europe a été divisée selon les frontières des vainqueurs. Pendant trente ans, le mur de Berlin a été le paradigme d'une expérience organisée d'exclusion mutuelle. Cette ligne de division entre les deux Europe rendait impossible la rencontre, la circulation, la traduction. Traduire est devenu une affaire de résistance aux idéologies dominantes de part et d'autre du Mur. Les traducteurs, les voyageurs qui traversaient cette frontière étaient suspects de trahir l'utopie en vigueur dans la zone d'où ils venaient : l'Ouest européen, capitaliste et démocratique, l'Est européen, communiste et totalitaire. L'expression « l'autre Europe » résumait brutalement la manière dont les imaginaires s'étaient sédimentés. Toutefois, là encore, en France, la division ne devint jamais le centre d'un imaginaire collectif, malgré le fait que les débats publics étaient structurés selon cette ligne de confrontation des deux idéologies en présence. La frontière du bloc Est était certes éloignée, mais cela n'explique que très partiellement pourquoi les Français ont vécu à telle distance la division des deux Europe, pourtant au cœur de l'expérience allemande de l'après-guerre. Et ceux que la division laissait indifférents sont aussi ceux qui n'ont pas prêté attention à l'élargissement de l'Union européenne le 1er mai 2004, événement relativement inaperçu en France.

Prise dans la double dynamique de son processus de reconstruction vers une unité et de division dans la Guerre froide, les États-nations sans plus d'empire menèrent dans le même temps leurs processus respectifs de décolonisation. Or de nombreux travaux⁸ notamment issus des études postcoloniales en Inde et au Pakistan, ont montré que la décolonisation peut être considérée comme un processus généralisé de partition, à travers lequel l'ancienne puissance coloniale maintient une domination indirecte sur le pays qu'elle reconnaît comme

souverain tout en cherchant à ne pas s'en exclure complètement. Le processus fut patent en Inde, notamment dans le moment d'écriture de la constitution où les minorités furent laissées sans voix⁹, mais aussi en Syrie/Liban, Israël/Palestine, etc. Les nouveaux « peuples souverains » furent laissés sans outil de traduction entre les communautés qui les composaient et qui se trouvaient soudain face à face, sans plus de médiateur. L'incapacité des Français à considérer les nouveaux pays souverains issus de leurs anciennes colonies comme partenaires égaux dans le nouveau cadre de la relation post-coloniale eut des deux côtés de terribles conséquences pour la construction des subjectivités et pour le vivre ensemble, comme l'évolution terrible de la société algérienne l'a montré. D'une part, il a fallu trente-cinq ans à la France pour commencer de débattre dans l'espace public sur les crimes commis en Algérie durant la guerre de décolonisation. D'autre part, au lieu de réinventer le modèle républicain afin de garantir l'un de ses principes de base, l'égalité, dans un nouveau contexte qui était celui d'une France souhaitant accueillir des immigrants, dans les années soixante et soixante-dix, de nouveaux murs intérieurs ont été édictés, qui ont conduit à un imaginaire séparé, ethnocentriques. Aujourd'hui, aux confins où ils ont été confinés (les banlieues), les enfants de la deuxième ou de la troisième génération d'immigrés ont un imaginaire post-colonial. Et nul signe de début d'écoute entre ces modes de représentation.

Est-ce parce qu'elle devait faire face au séisme représenté par le brusque effondrement du système communiste ? Est-ce parce que les gouvernements de la France et de l'Allemagne se sont laissés aveugler par des affiliations anciennes et des solidarités périmées ? L'Europe se tint coite en 1991, n'imposa pas sa médiation pour amener les composantes de la Yougoslavie à se parler et à s'entendre. Pire, les processus de partition successifs de la Yougoslavie, accélérés comme le jeu de dominos tombant en chaîne, ont non seulement conduit à des guerres de conquête de territoire sanglantes, des stratégies de purification ethnique féroces, des déplacements forcés massifs, des massacres indélébiles dans l'histoire et cela sous les yeux hébétés des Européens, mais leur logique perdure encore, tant lorsqu'il s'agit de négocier le statut final du Kosovo que d'envisager le statut de candidat à l'Union européenne de la

Croatie. On ne s'attardera pas ici sur l'absence de médiation européenne dans le conflit chypriote, et sur l'erreur de jugement qui a consisté à penser qu'écrire l'Europe avec les Chypriotes grecs suffirait à produire Chypre unifiée.

Rabattre l'Europe sur le pli de la traduction

Il est vertigineux de penser que le projet européen se soit densifié, renforcé, alors même que le parcours est semé d'embûches et de tensions centripètes, jusqu'au point où l'idée même d'une Constitution européenne a pu être mise en débat, donnant lieu à une « convention » qui fut d'abord un exercice de traduction avant de devenir l'enjeu d'après négociations de mots et de virgules. Il est étrange de penser que l'Europe poursuit son chemin d'unification en gérant ses tensions internes et qu'elle se pense suffisamment unie pour entamer la formalisation eurocentrée des rapports avec ses voisins, sous le titre de la Politique de voisinage. Il est étrange de voir que les blocages politiques viennent davantage des anciens membres que des nouveaux, mais que les intérêts divergents, au lieu de s'affronter, doivent entrer en négociation.

Faut-il attribuer cette gloire aux processus titanesques de traduction engagés par la Commission ? Il est vrai que l'Europe dépense sans compter¹⁰ pour s'organiser et se constituer en tant que projet de traduction. Dans le cadre de l'Union européenne, chaque décision prise par le Conseil, la plupart des documents produits par la Commission, chaque débat mené au Parlement européen doit être traduit dans les langues officielles de l'UE (vingt, depuis 2004). Cette traduction opère selon une double visée : la compréhension partagée des règles, lois, communications aux citoyens, lesquels sont censés avoir un accès direct aux documents qui infléchiront par la suite leur appareil législatif national. Les célèbres « acquis communautaires », représentant des milliers de pages de textes, font l'objet d'une traduction complète dans la langue du nouveau pays candidats, le processus de traduction des acquis est même au cœur du dispositif de pré-adhésion. La traduction est le cœur de l'institution européenne, elle lui donne sa puissance et sa signification. « La Commission européenne possède le plus grand service

de traduction au monde. Géographiquement répartie entre Bruxelles et Luxembourg et disposant d'un effectif permanent de quelque 1 650 traducteurs et 550 secrétaires et administratifs, la DG Traduction recourt également à des traducteurs externes établis dans le monde entier »¹¹ peut-on lire sur la page d'accueil du site de la Direction générale de la traduction de la Commission européenne, laquelle est doublée d'une Direction générale de l'interprétariat, pour les conférences et rencontres. Dans la « nouvelle communication de la Commission sur la révision et l'ajustement de la stratégie des services de traduction » (Bruxelles, juillet 2005), on lit encore :

La communication conclut que la traduction est désormais au cœur de l'élaboration des politiques et doit être intégrée dès le départ aux travaux préparatoires pour éviter d'entraver ensuite le travail de la Commission. L'expérience acquise lors de l'élargissement de 2004 doit être mise à profit pour préparer l'arrivée de nouvelles langues officielles dans le cadre du prochain élargissement.

Cette réalité touffue, complexe, alimentée de technologies toujours plus sophistiquées et de banques de données aux accents babeliens est parfaitement invisible aux yeux du grand public. Peut-on pour autant juger que toutes celles et tous ceux qui sont traduits d'une langue vers l'autre, au Conseil européen, au Parlement ou à la Commission, soient compris ? Et que les contresens n'induisent pas des perceptions erronées, voire des actions inappropriées ? Peut-on penser aussi que la brusque mise à disposition des langues de pays qui ont attendu longtemps dans l'antichambre sans que le désir soit suscité de mieux les connaître suffise à créer entre les peuples, entre les sociétés, et même entre les responsables politiques une alliance ?

Certes, d'autres signes témoignent d'une vitalité de la traduction en Europe. L'accélération des processus de mobilité à l'intérieur de l'Union amène à découvrir moins les langues que les contextes des autres pays européens et suppose, à moins de voyager les yeux bandés, une démarche de compréhension. L'extraordinaire augmentation du nombre de livres traduits entre les langues européennes, la mise en circulation d'œuvres littéraires et cinématographiques, théâtrales, la circulation des plasticiens, des architectes, des designers, des paysagistes, des cuisiniers même, l'émergence d'une chaîne

de télévision franco-allemande puis européenne comme modèle de mise en traduction permanente, sont autant de dynamiques qui se déploient sur le terrain interne à l'Union. Cependant, aux frontières, les processus d'exclusion résultant de la politique sécuritaire européenne (étrangers aux frontières) produisent une déshumanisation qui semble sans frein.

Cependant, aussi, et si importante que soit la dynamique de traduction en termes historiques, politiques et anthropologiques, il faut admettre qu'à l'heure actuelle elle demeure une activité aristocratique, spatialisée – Bruxelles, Luxembourg, Strasbourg – dans les zones stratégiques de l'institution, réservée essentiellement au renforcement de la capacité institutionnelle de l'UE par une logique de diffusion visant à s'assurer que tout le monde « reçoit » bien le message. Elle ne peut à elle seule contribuer de manière décisive à la citoyenneté européenne, car quelque chose de plus complexe, de plus insaisissable lui manque, la traduction des mémoires, des imaginaires, des *ethos*. La conception réductrice que l'Union européenne a de la communication sur ce qu'elle est et de qu'elle fait, ramenant le projet à une question de force de vente, n'est pas pour infléchir cette tendance.

Enfin, dans quel sens traduit-on pour faire l'Europe ? Cette dernière question n'est pas la moindre. De toute évidence, et avec des efforts sophistiqués, l'institution européenne traduit vers les autres langues ses propres acquis. Encore faudrait-il amplement relativiser ce constat à l'aune des carences de traduction constatées sur les sites de la Commission européenne : les textes les plus politiques ou les plus techniques (la politique se cachant, comme le diable, dans les détails techniques) ne sont souvent livrés qu'en anglais, parfois en anglais, français et allemand, restant inaccessibles à une majorité des citoyens européens.

Mais le déficit de traduction de l'Europe va plus loin. L'Union européenne aurait-elle mis en traduction quelque acquis que se soit des anciens pays du bloc de l'Est ? Qu'avons-nous eu en partage de cette Europe, qui nous aurait été mis à disposition, rendu accessible par les institutions pour enrichir le projet européen et faire mieux connaître les nouveaux membres aux citoyens ? Quelles version et vision de l'histoire construit ce processus unilatéral de traduction ? Et quelle version de l'histoire nous livre-t-il, si ce n'est celui du plus fort, celui d'une Europe

qui tisse autour d'elle sa zone d'influence comme l'araignée sa toile ? Du centre vers la « périphérie », la Politique européenne de voisinage conduira-t-elle à plus de réciprocité dans les processus de traduction, alors même que le projet européen s'y déploie dans toute sa puissance normative ? Une puissance d'ordre impérial – « impérial » vaut ici comme la description d'un état de fait et non comme un jugement de valeur – qui tente de faire partager son langage en le faisant traduire, plutôt que de mettre en commun les langues, les imaginaires, les pratiques se situe-t-elle dans une perspective démocratique ? Si l'on conçoit la démocratie comme un processus, et non comme un kit à construire, la réponse est négative. Au début des années 1990, nombreux étaient les intellectuels d'Europe centrale et orientale qui affirmaient n'avoir pas « eu le temps » de proposer une troisième voie, entre le système des pays socialistes et le libéralisme européen. Le manque de temps était aussi un manque d'écoute, un manque d'intérêt, un manque de sens de la traduction : une absorption trop évidente dans l'idée que l'Europe constitue un parcours exemplaire. Depuis des décennies, à chaque élargissement, à chaque négociation engageant une négociation partenariale fondée sur les « acquis de l'Union européenne », le *topos* de la pensée médiévale¹², à savoir dans le *topos* de la transposition, est à l'œuvre.

Déplier l'Europe sans déploiement

Nous sommes loin d'une stratégie européenne de traduction qui irriguerait le projet politique européen. Il n'existe pas de *translation mainstreaming*. Il n'existe pas dans l'Union européenne, pour des raisons d'attachement des Etats à leurs compétences, mais aussi par manque de courage politique pour lancer des orientations ambitieuses, de politique des langues en Europe, qui pourrait faire qu'une culture multilingue devienne une culture de la traduction, et que celle-ci à son tour soit une composante amplement partagée de l'Union. Il s'en faut de beaucoup pour que la diversité culturelle en Europe devienne un jour opératoire, excepté parmi les quelques dizaines de milliers d'individus bénéficiant de programmes de coopération et de mobilité. Négocier les différences à travers la traduction est pourtant un moyen non seulement de démocratiser la société, mais de démocratiser l'Union

européenne en tant que projet. Les incidences d'une politique à laquelle manque singulièrement la visée de l'interrelation sont lourdes, comme le non au référendum en France et aux Pays-Bas l'ont montré en 2005. La difficulté à se forger une langue commune (qui n'est pas une seule langue dominante) où les intraduisibles ne seraient pas écartés mais débattus, et où le partage serait prioritaire, confine à l'utopie.

Aujourd'hui, des municipalités européennes réfléchissent sur la formation à l'interculturalité des agents municipaux chargés de l'accueil des populations migrantes. Bien souvent, les contenus pédagogiques interculturels font l'impasse sur l'expérience individuelle du déplacement comme sur la question de la traduction. Il n'est pas prévu que les agents municipaux apprennent le bambara ou l'arabe ou le roumain, il leur est demandé seulement de connaître quelques mots dans ces langues et/ou quelques autres pour pouvoir « donner le change » : faire croire, faire accroire que l'on se situerait dans la perspective de la traduction, alors qu'il ne s'agit que d'envoyer des signaux.

Pas plus qu'il n'existe de synchronisation du processus de traduction, il n'existe de synchronisation des processus d'exclusion. Il n'existe pas de mouvement de balancier allant tout d'un coup vers l'esprit de traduction, puis tout à coup vers l'esprit d'exclusion. L'Europe est fort heureusement plus complexe, plus contradictoire, plus intéressante. Toutes ces dynamiques s'imbriquent dans différentes temporalités européennes, rendant impossible toute conclusion sur une seule fiction unifiée de l'Europe. Il s'agit à peine d'un paysage, d'où l'on pourrait élaborer un horizon européen depuis *l'Autre cap*, ainsi que Jacques Derrida, dans son très beau texte sur l'Europe, l'appelait de ses vœux.

Tenter de réfléchir aujourd'hui à l'Europe implique des renoncements. C'est exclure l'Europe comme centre, s'exclure aussi du centre de l'Europe, se recentrer en traduisant l'Europe dans la pluralité de ses directions, de ses rêves, de ses quêtes. C'est « se faire les gardiens d'une idée de l'Europe, d'une différence de l'Europe, mais d'une Europe qui consiste précisément à ne pas se fermer sur sa propre identité et à s'avancer exemplairement vers ce qui n'est pas elle, vers l'autre cap ou le cap de l'autre, voire, et c'est peut-être tout autre chose, l'autre du cap qui serait

l'au-delà de cette tradition moderne, une autre structure de bord, un autre rivage. »¹³

2005 et août 2007

1 Ce texte reprend pour partie un article écrit par l'auteur pour la revue *Third Text* (Londres) intitulé « Écrire-Traduire l'Europe », à paraître en anglais à l'automne 2007.

2 Ghislaine Glasson Deschaumes est fondatrice et directrice de la revue *Transeuropéennes*, directrice du programme « culture et politique » à la Maison de l'Europe de Paris.

3 Cf. « Traduire entre les cultures », *Transeuropéennes* n°22, Paris, 2002, www.transeuropeennes.org. *Transeuropéennes* anime une équipe de recherche associée au Collège international de philosophie depuis 2006 sur ce thème.

4 Langue standardisée au demeurant, pour l'occasion, par la terminologie de l'institution européenne (celle de la politique des frontières et de la gestion des flux migratoires).

5 Cf. les rapports du PNUD (UNDP) sur le développement dans le monde arabe (2003, 2004, 2005).

6 *Penser l'Europe à ses frontières*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube/Carrefour des littératures, 1993.

7 Victor Hugo, *Le Rhin*, conclusion IX.

8 Cf. voir aussi le n° 19 de la revue *Transeuropéennes* consacré aux processus comparés de partition, « pays divisés, villes séparés/Divided Countries, Separated Cities », Paris, 2000-2001, réédité par Oxford University Press, New Delhi, 2003.

9 Voir les travaux de Ranabir Samaddar et de Paula Banerjee notamment.

10 « Une fois achevée la période de transition consacrée à l'incorporation des neuf nouvelles langues officielles (date prévue : fin 2006), le coût de la traduction à la Commission s'élèvera à 320 000 000 d'euros par an. », soit 0,8% du budget total de l'Union européenne (toutes institutions confondues), lit-on dans les communications officielles de la Commission.

11 Cf. : http://europa.eu.int/comm/dgs/translation/index_fr.htm

12 Ce topos est décrit à l'entrée « traduction » dans le *Vocabulaire européen de la philosophie*, sous la direction de Barbara Cassin, Paris, Le Robert/Seuil, 2004, Paris, entreprise passionnante et remarquable de philosophie de la traduction, et de philosophie à partir de la traduction.

13 Jacques Derrida, *L'Autre Cap*, Paris, Éditions de Minuit, 1991, p. 33.